



COMMISSION EUROPÉENNE
DIRECTION GÉNÉRALE AFFAIRES INTÉRIEURES

Direction B: Immigration, Asile
Unité B.2: Asile et relations avec le BEAA

Bruxelles, le **24 JUIN 2014**

Marie-Hélène CALONNE
Avocat au Barreau de
BOULOGNE SUR MER
20, Rue du Puits d'Amour
62200 BOULOGNE SUR MER

Réf. CHAP (2011) 01756 du 7 juin 2011

Madame,

Comme vous avez été informée dans la lettre du 15 juillet 2011 (Ref. Ares(2011)776455), votre courrier a soulevé des questions nécessitant un examen approfondi.

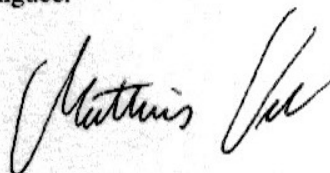
Vous avez introduit une plainte auprès de la Commission au nom de vos clients, Monsieur S A M, Monsieur A Y R et Monsieur A H, de nationalité soudanaise, qui ont demandé l'asile en France. Votre plainte a allégué l'impossibilité pour les demandeurs d'asile, tels que vos clients, se trouvant sur le territoire de la ville de Calais de se voir offrir un hébergement ainsi que des conditions matérielles d'accueil couvrant leurs besoins fondamentaux conformément aux articles 13 et 14 de la directive 2003/9/CE. Vous avez souligné l'insuffisance de la capacité d'accueil des demandeurs d'asile sur le territoire national et les risques encourus par les demandeurs d'asile de faire l'objet de poursuites pénales en raison de l'occupation ad hoc de certains locaux en l'absence de logement fourni par les autorités.

A titre liminaire, je voudrais attirer votre attention sur le fait que, sans préjudice des pouvoirs de la Commission en tant que gardienne des traités, la supervision du respect de la législation nationale sur la protection des données transposant le droit de l'Union par les organisations privées ou publiques qui y sont assujetties est du ressort des autorités nationales compétentes. La Commission européenne n'a pas de pouvoirs pour intervenir dans des cas individuels. Elle est compétente pour vérifier les possibles violations de la législation européenne dues notamment à une transposition ou à des pratiques généralisées incorrectes et, le cas échéant, pour ouvrir une procédure d'infraction contre l'État membre qui ne se trouve pas en conformité avec celle-ci.

Concernant la situation du système d'accueil des demandeurs d'asile que vous décrivez dans votre plainte, la Commission a ouvert un dialogue avec les autorités françaises sur la base de ces éléments ainsi que de plusieurs rapports publics faisant état des mêmes problèmes. Dans ce contexte, les autorités françaises ont d'ores et déjà pris certaines mesures destinées notamment à accroître la capacité d'accueil des demandeurs d'asile de 4000 nouvelles places dans des centres d'accueil avant la fin de l'année 2014.

Toutefois, les mesures prises n'ont pas été considérées à ce stade comme constituant une réponse pleinement suffisante et une lettre de mise en demeure concernant certains aspects de la mise en œuvre de la directive 2003/9/CE a été envoyée à la France le 20 novembre 2013 (infraction numéro 2013/2041). Je vous invite à suivre l'évolution de ce cas sur le site internet de la Direction générale Affaires intérieures http://ec.europa.eu/dgs/home-affairs/what-is-new/eu-law-and-monitoring/infringements_by_country/france_en.htm

Veillez agréer, Madame, l'assurance de ma considération distinguée.



Matthias Oel
Chef d'unité